



Le point de vue du chef économiste de Raiffeisen

24.10.2018

"ALLEZ VOUS FAIRE VOIR"



Martin Neff
Chef économiste de Raiffeisen

Les marchés ne se sont pas vraiment détendus pendant le week-end. Et l'Italie continue toujours de faire la une en ce début de semaine. Je n'ai pas souvenir qu'un gouvernement italien (et pourtant il y en a eu par le passé) ait jamais été aussi impudent vis-à-vis de Bruxelles. Actuellement, les dirigeants italiens sont extrêmement décontractés et font fi de tous les avertissements. Peut-être est-ce la raison pour laquelle le vice-président de l'UE Pierre Moscovici a remis en mains propres la lettre annoncée au ministre italien de l'économie et des finances, pour être sûr qu'elle n'atterrisse pas dans une corbeille à papier romaine sans avoir été lue. De son côté, l'Arabie saoudite ne se soucie pas plus de l'état émotionnel du monde. L'Italie et l'Arabie saoudite signifient au reste du monde: «Allez vous faire voir».

Cela ne constitue évidemment pas une base acceptable pour une résolution amiable des problèmes, mais les Italiens semblent considérer que l'Europe n'est pas envisageable sans eux et qu'ils peuvent donc se permettre un certain nombre de choses. Quant aux Saoudiens, ils pensent de toute façon être du «bon» côté, tant que les Etats-Unis et leur président, dont la conduite est avant tout dictée par son intérêt personnel, ne commencent pas à poser des questions dérangeantes. La relation entre Donald Trump et le prince héritier saoudien Mohammed ben Salman, que tous appellent MBS, rappelle fortement celle entre Vladimir Poutine et le dictateur syrien Baschar al-Assad. Chacun sait qu'il est question d'agissements extrêmement graves, mais personne n'ose vraiment l'exprimer ainsi. En matière de réactions à l'encontre de l'Arabie saoudite, la Suisse, habituellement si timide et terre à terre, s'est pour une fois fait remarquer. Mais au final, ses critiques envers les Saoudiens n'ont pas eu beaucoup plus d'impact

qu'un index moralisateur et eu égard à la faible intensité des relations commerciales, elles n'étaient pas non plus particulièrement courageuses. La réaction la plus violente à ce jour est venue de Turquie ce mardi matin, d'où le président Recep Tayyip Erdogan a invité les Saoudiens à révéler l'identité des instigateurs de l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi et à leur demander des comptes. Il a ainsi évoqué un «complot meurtrier prémedité».

Défaillance des communautés

Les mots me manquent, bien que de tels événements ne soient pas nouveaux en politique internationale. Et c'est précisément le président turc tellement controversé pour ne pas dire détesté en occident qui trouve les mots les plus appropriés à l'égard des Saoudiens, en adoptant un ton relativement dur et donc adapté à la situation. Le reste du monde se couche carrément, s'émeut ou réprimande quelque peu. La communauté des Etats souvent désunie, a fortiori quand le temps est à l'orage, accepte-t-elle une fois de plus de se laisser traiter ainsi? Les tensions provoquées par l'affaire Khashoggi dans la grande coalition en Allemagne ou le fait que des politiciens américains, dont des proches du gouvernement, mettent en cause la version des Saoudiens, à l'instar de nombreux autres politiciens européens, n'est finalement rien de plus qu'une tempête dans un verre d'eau. Il ne s'agit pas de faire fuir les électeurs. Mais la communauté des Etats tant prisée échoue toujours sans tambour ni trompette quand elle se voit confrontée à des fauteurs de troubles assumés. Pour éviter que cela ne se voit, il y a bien le téléphone rouge, des votes critiques et une certaine agitation diplomatique, mais personne n'ose finalement brandir le fouet. Les intérêts économiques égoïstes l'emportent sur les questions éthiques ou humanitaires et les changements sont donc rares ou extrêmement limités. On demande rarement des comptes à ceux qui agissent mal. Il n'est donc pas étonnant que l'Italie se soucie également peu de l'opinion de l'Europe à son égard. Car elle est pratiquement certaine qu'il n'y aura pas de réactions énergiques. L'Italie peut elle aussi mener la communauté par le bout du nez dans une relative impunité. Sachant qu'une escalade coûterait cher à tout le monde, l'Italie fataliste prend même le risque d'une escalade potentielle.

Lignes rouges

Il y a une raison simple au fait que l'Italie puisse se permettre d'agir ainsi. De par sa longue expérience, le pays sait que les règles sont également établies pour être contournées ou, pour forcer un peu moins le trait, pour être interprétées avec souplesse. L'UE ayant défendu le traité de Maastricht jusqu'à l'absurde pendant de nombreuses années, elle ne doit pas s'étonner que plus personne ne le respecte. Et mimer à présent la surprise face au comportement incorrigible du gouvernement italien est au moins aussi hypocrite et mesquin que l'attitude de l'Italie. Quiconque érige des lignes rouges mais n'en sanctionne pas le franchissement est finalement aussi coupable lorsque celles-ci sont durablement ignorées. Les parents sont particulièrement bien placés pour savoir qu'une fois n'est pas coutume n'est pas sans conséquence. Le contraire devient ensuite rapidement la norme. Une seule fois peut déjà être la fois de trop, comme nous le découvrons une fois de plus actuellement. Voyons si les marchés financiers parviennent à resserrer les lignes. Nous ne semblons pas du tout en prendre le chemin. Et la baisse pointe déjà le bout de son nez.

Martin Neff, Chef économiste

Editeur: Raiffeisen Schweiz, Economic Research | Stampfenbachstrasse 114 | 8006 Zürich | 044 226 74 41 | economic-research@raiffeisen.ch

Chef économiste Martin Neff

Abonnement : Possibilité de s'abonner sur www.raiffeisen.ch/web/research+publikationen

MENTIONS LÉGALES IMPORTANTES

CECI N'EST PAS UNE OFFRE

Les contenus publiés dans le présent document sont mis à disposition uniquement à titre d'information. Par conséquent, ils ne constituent ni une offre au sens juridique du terme, ni une incitation ou une recommandation d'achat ou de vente d'instruments de placement. La présente publication ne constitue ni une annonce de cotation ni un prospectus d'émission au sens des articles 652a et 1156 CO. Seul le prospectus de cotation présente les conditions intégrales déterminantes et le détail des risques inhérents à ces produits. En raison de restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortissants ou aux résidents d'un Etat dans lequel la distribution des produits décrits dans la présente publication est limitée.

Cette publication n'est pas destinée à fournir au lecteur un conseil en placement ni à l'aider à prendre ses décisions de placement. Des investissements dans les placements décrits ici ne devraient avoir lieu que suite à un conseil approprié à la clientèle et/ou à l'examen minutieux des prospectus de vente contraignants. Toute décision prise sur la base de la présente publication l'est au seul risque de l'investisseur.

EXCLUSION DE RESPONSABILITÉ

Raiffeisen Suisse société coopérative fait tout ce qui est en son pouvoir pour garantir la fiabilité des données présentées. Cependant, Raiffeisen Suisse société coopérative ne garantit pas l'actualité, l'exactitude et l'exhaustivité des informations divulguées dans la présente publication.

Raiffeisen Suisse société coopérative décline toute responsabilité pour les pertes ou dommages éventuels (directs, indirects et consécutifs) qui seraient causés par la diffusion de cette publication ou de son contenu, ou liés à cette diffusion. Elle ne peut notamment être tenue pour responsable des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers.

DIRECTIVES VISANT À GARANTIR L'INDÉPENDANCE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE

Cette publication n'est pas le résultat d'une analyse financière. Par conséquent, les «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers (ASB) ne s'appliquent pas à cette publication.